

OTAN, suspends ton vol !

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le général britannique Lord Ismay définissait ainsi les buts de l'OTAN : « garder les Américains à l'intérieur, les Russes à l'extérieur et les Allemands sous tutelle. »

La mission première de l'OTAN a été d'assurer la défense collective de ses 12 membres fondateurs. Cette mission a été étendue à la zone euro-atlantique puis à la défense des intérêts européens et américains. Et de fait, l'OTAN a rempli sa mission pendant plusieurs décennies en assurant sa défense face à l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie. Le pacte d'Helsinki de 1995 a reconnu les frontières nationales en Europe. Toutefois, l'Union soviétique s'est morcelée et cette nouvelle réalité a rendu caduque la raison d'être de l'OTAN. Mais, tout comme la Première ministre Margaret Thatcher l'avait déclaré, « vous n'annulez pas une police d'assurance parce qu'il n'y a pas eu de vols dans votre rue dans les douze derniers mois. »

Il n'en demeure pas moins qu'il est devenu nécessaire de revoir les principes fondamentaux qui sous-tendent l'adhésion à l'OTAN.

Assurer la sécurité de l'Europe

La désintégration de l'Union soviétique a été suivie d'une relaxation des pays membres de l'OTAN. L'OTAN s'est impliqué en Bosnie et au Kosovo et a invité la république tchèque, la Hongrie et la Pologne à se joindre. L'adhésion de la Bulgarie, des pays baltes de la Roumanie, de la Slovénie, de la Slovaquie et du Montenegro ont suivi. Or, plusieurs événements sont venus rappeler les Européens à la réalité : les interventions militaires russes en Géorgie, l'invasion de la Crimée, l'intervention à peine voilée en

Ukraine de l'Est, la promotion invasive des intérêts des minorités russes dans d'anciennes républiques soviétiques **et la politique des faits accomplis dans l'Arctique**. Les pays de l'Europe de l'Est se sentent **particulièrement** menacés et recherchent la protection de l'OTAN¹.

Protéger les intérêts vitaux

Comment les partenaires perçoivent-ils leurs intérêts vitaux ? Il y a unanimité pour condamner l'implication russe dans des élections américaines et l'empoisonnement d'anciens agents russes en Angleterre. Mais aucun pays ne soutient la thèse du président turc selon laquelle son pays fait l'objet d'une agression terroriste impliquant pratiquement toutes les populations kurdes. Les Européens et le Canada ont participé à l'invasion de l'Afghanistan au lendemain de l'attaque contre les tours de la bourse à New York (un contingent de 25 000 soldats dont 15 000 de l'OTAN s'y trouve encore). Par contre, ils n'ont pas adhéré à l'invasion américano-britannique de l'Irak.

Défendre les pays de l'OTAN contre toute menace d'agression

La formidable concentration de troupes russes conventionnelles menace avant tout les pays de l'Europe de l'Est (à titre d'exemple, 260 000 troupes russes se trouvent le long de la frontière ukrainienne, 35 000 au Donbass et 30 000 en Crimée, 3500 tanks, 11000 véhicules, 4000 pièces d'infanterie et plus de 1000 lanceurs de missiles). Il ne fait nul doute que l'OTAN a besoin de réorganiser sa riposte à long terme en cas de conflit. Elle ne pourra y parvenir que si elle est appuyée par un engagement ferme et tangible de tous les pays membres.

Assurer l'équilibre stratégique

Le parapluie nucléaire américain a rassuré les pays d'Europe et l'équilibre stratégique a longtemps été maintenu. De plus, les accords entre les

¹ Les manœuvres militaires du mois de septembre (Vostok 2018) tenus en Sibérie ont impliqué 300 000 soldats, 36 000 tanks, 1 000 avions et hélicoptères et 80 navires et vaisseaux. La Chine a participé avec 3 200 soldats et 30 avions.

superpuissances (traités SALT et START) ont considérablement réduit leur arsenal nucléaire respectif.

Assurer la défense contre toute agression contre un pays membre de l'OTAN (article 5)

Cette garantie couvre les agressions de nature nucléaire, conventionnelle ou terroriste. En toile de fond, l'inquiétude règne en Europe devant la destruction massive orchestrée par la Russie en Tchétchénie et à Alep en Syrie où les bombardements ont été d'une intensité que le monde n'avait pas connue depuis la Seconde guerre mondiale.

Le fardeau de la défense de l'OTAN.

Les pays de l'OTAN réalisent que la réduction de leurs budgets de défense les a rendus encore plus dépendants des États-Unis. Or, l'oncle Sam de 2018 n'est pas celui de 1945. Les États-Unis investissent près de 100 milliards dans la défense outre-mer et ce sont essentiellement l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud qui en bénéficient tout en développant des économies très compétitives. Le président Trump exige un plus grand budget de défense des pays alliés, soit 2% du PNB. Seuls 8 des 29 pays membres de l'OTAN répondent à ce critère.

La perception de la position des États-Unis en Europe

L'OTAN n'est plus la préoccupation centrale des États-Unis car la Chine développe une infrastructure militaire inquiétante. Qui plus est, les États-Unis ont perdu leur crédibilité lorsque le président Obama n'a pas tenu sa parole en ne réagissant pas comme il l'avait promis de le faire après l'utilisation d'armes chimiques par le dictateur syrien en 2013.

À cette perception de recul américain s'ajoute un facteur non moins important : la défense de la liberté et de la démocratie qui constituait le ciment idéologique des pays de l'OTAN doit tenir compte aujourd'hui de la réalité de régimes quasi autoritaires en Turquie, en Hongrie et en

Pologne, ainsi que des progrès encourus par les mouvements d'extrême-droite en Europe occidentale. En outre, la Turquie du président Erdogan mène une campagne anti occidentale intense, compte s'équiper d'un système de protection anti aérienne russe et beaucoup se demandent si ce pays a encore sa place dans l'OTAN.

Le point faible de la Russie

Depuis l'invasion de la Crimée, la Russie fait l'objet de sanctions économiques européennes et américaines. Le point faible de la Russie demeure l'économie : ce pays exporte essentiellement des ressources naturelles et des armes sophistiquées. La Russie fait l'objet de sanctions européennes et américaines en raison de son interventionnisme. Elle peut se tourner vers l'Organisation de coopération de Shanghai dont la Chine, l'Inde et le Pakistan sont membres et la zone de libre-échange de l'Union économique eurasiatique regroupant la Russie et des républiques d'Asie centrale. Toutefois, la vente des produits pétroliers est sa source de revenus principale. La hausse puis la baisse du prix du pétrole a créé une richesse qui n'a pas duré. La Russie contrôle l'alimentation en gaz de plusieurs pays d'Europe et projette des pipelines dans la Mer baltique et dans la mer Noire pour contourner l'Ukraine. Des livraisons de gaz liquéfié à l'Europe à partir des États-Unis pourraient amenuiser cette corne d'abondance.

Le temps est venu de revoir les principes qui régissent l'OTAN, de réviser les critères d'admission de l'Alliance atlantique et de responsabiliser ses membres tout en cherchant le meilleur des moyens pour réduire la tension avec la Russie.

